



Revue de presse



Lundi 20 Novembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le dernier discours du président de la République a redonné de l'espoir aux opérateurs économiques](#)

Le discours du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prononcé jeudi dernier, à Alger, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques, a redonné de l'espoir et rassuré les entrepreneurs, a souligné Abdelouahed Kerrar, vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).



[Exportations hors hydrocarbures, lutte contre la bureaucratie et soutien à l'investissement](#)

[Comment Tebboune façonne l'Algérie](#)

Le Président a lancé un vaste projet de numérisation d'un côté et ouvert un immense chantier législatif de l'autre.

La vision du président de la République embrasse l'ensemble des aspects qui permettent à l'économie nationale de performer. Il est un fait dans la démarche entreprise par l'État, ces quatre dernières années, est qu'il a frontalement abordé toutes les tares qui empêchaient la machine industrielle nationale de progresser dans le sens d'une diversification, mais aussi et surtout de son émancipation du poids des hydrocarbures.



[Message de Tebboune aux opérateurs économiques](#)

[Le bureau du Sénat approuve](#)

«le rêve de se libérer de la dépendance excessive à la rente pétrolière est, aujourd'hui, une réalité tangible.»

Le Conseil de la nation a exprimé son approbation du discours tenu, jeudi dernier, par le président Tebboune à l'occasion des «Journées de l'entrepreneuriat au coeur du renouveau économique algérien». En effet, le bureau de la chambre haute du Parlement, élargi aux chefs des groupes parlementaires s'est félicité des messages d'assurance adressés par le chef de l'État aux opérateurs économiques et acteurs sociaux.



[L'État desserre l'étau](#)

Décidés à relancer la machine économique, les pouvoirs publics ont desserré l'étau fiscal. Plusieurs mesures ont été prévues dans le projet de loi de finances 2024. L'on cite la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) qui grève le chiffre d'affaires des commerçants et artisans. Il s'agit également de la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur des activités liées au secteur de l'agroalimentaire. Ces mesures sont éminemment sociales, puisqu'elles sont destinées à atténuer la hausse des prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens.



[480.000 logements inscrits dans le PLF 2024](#)

[Promesse tenue](#)

Le chef de l'État a tenu son 28e engagement. pas moins de 1250647 logements ont été livrés entre 2020 et 2023.

La nouvelle qu'attendaient les Algériens qui rêvent d'accéder à un toit décent est tombée et c'est officiel. Près d'un demi- million d'habitations sont inscrites au programme de logements en 2024. C'est ce qui ressort des déclarations faites par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, ayant révélé que le nombre de logement inscrits dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2024) s'élève à 460000 unités, toutes formules confondues, inscrites dans le cadre du PLF 2024, dont 230000 logements ruraux.



Le secteur privé appelé à investir le secteur bancaire : Nécessité de réduire le capital social exigé, selon Finabi Conseil

Comment attirer les investisseurs privés locaux vers le secteur bancaire ? Sur cette question le cabinet de conseil spécialisé dans le pilotage de la performance financière Finance and Business Intelligence (FINABI conseil) souligne dans une analyse rendue publique qu'il est impératif de procéder à la réduction du capital social minimum exigé et de considérer le secteur comme prioritaire dans la nouvelle loi sur l'investissement.



Commerce extérieur : Baisse de prix à l'exportation et à l'Importation des biens

L'Office nationale des statistiques (ONS) a souligné dans une note de conjoncture inhérente à «l'indice de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises au 1er semestre 2023» que les prix à l'exportation de marchandises en dinars «connaît une baisse de 16,5% par rapport au premier semestre 2022».



Banque d'Algérie : L'important effort pour contenir l'inflation des produits alimentaires

Le rapport annuel sur l'évolution économique et monétaire de la Banque d'Algérie pour l'année 2022, cité par Echourouk, indique que la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation a poursuivi son rythme d'accélération au cours de l'année 2022, enregistrant le plus haut taux d'inflation au cours des dix dernières années. Le document l'augmentation de l'indice national a atteint un pourcentage de 9,70% contre 7,23% en 2021.



[Le Bureau du CN se félicite de la politique de la «main tendue» du Président de la République](#)

Le Bureau du Conseil de la nation (CN), élargi aux présidents des groupes parlementaires et au questeur, s'est félicité de la politique de la «main tendue» adoptée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, envers les acteurs économiques et les partenaires sociaux, indique ce dimanche, un communiqué du Conseil de la nation.



[Taux de change : L'Euro s'éloigne du dollar](#)

Les cotations commerciales du Dinar à la Banque d'Algérie, valables du 16 au 20 novembre, indiquent que l'Euro se situe à 145.46 dinars algériens à l'achat et à 145.50 dinars algériens à la vente. Le billet vert, lui, affiche une valeur de 134.26 dinars algériens à l'achat et de 134.28 dinars algériens à la vente. Au Square Port Saïd d'Alger, quant à lui, la monnaie européenne, dans le change parallèle, atteint les 230.00 dinars algériens à l'achat et les 232.00 dinars algériens à la vente, confirmant ainsi le constat des experts portant sur cette différence considérable entre les deux taux de change. Même tempo pour le dollar américain, échangé à 217.00 dinars algériens à l'achat et à 220.00 dinars algériens à la vente.



[Confirmation de la suspension du comité chargé de la lutte contre la surfacturation : «La récupération des fonds publics ne se fera pas par le chantage»](#)

Les missions et interventions du comité interministériel en charge de la lutte contre les infractions au change et les surfacturations à l'importation sont officiellement annulées, a assuré, jeudi dernier à Alger, le président de la République à l'adresse des opérateurs économiques, au terme d'une rencontre sur l'entrepreneuriat organisée par le Crea.



Dispositions douanières dans la le PLF 2024 : Ce que suggère la commission des finances de l'APN

Montant à déclarer à la sortie du territoire et contrôle des produits importés sont les principaux points abordés à l'occasion de l'audition du niveau directeur général des douanes par les membres de la commission des finances à l'assemblée nationale. Cette réunion s'est tenue la fin de la semaine écoulée à l'hémicycle, pour parler de nouvelles dispositions douanières introduites dans le projet de la loi de finances 2024.



Économie nationale : le bureau du CN se félicite de la politique de la main tendue du président Tebboune

L'Algérie, dirigée par le président Abdelmadjid Tebboune, se trouve à un tournant décisif de son Histoire. Le discours récent du Président, lors de la clôture des Journées de l'entrepreneuriat a tracé la voie vers une ère de développement économique et social ambitieuse.



LA BANQUE D'ALGÉRIE L'A RELEVÉ DANS SON RAPPORT 2022 : L'économie nationale dans une bonne dynamique

Le rapport annuel de la Banque d'Algérie sur l'évolution économique et monétaire pour l'année 2022, note qu'«après une forte récession de 5,1% en 2020 suite au choc pandémique, la croissance économique nationale a rebondi à 3,4 % en 2021 et s'est établie à 3,2 % en 2022».

أرباب العمل : خطاب الرئيس الأخير أعاد الأمل للمتعاملين الإقتصاديين

أكد نائب رئيس مجلس التجديد الإقتصادي الجزائري، السيد عبد الواحد كرار، أن الخطاب الذي ألقاه رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، يوم الخميس الفارط بالجزائر العاصمة، خلال لقاء جمعه بالمتعاملين الإقتصاديين، قد أعاد الأمل وطمأن المقاولين.



أكد أن الجزائر الجديدة مشرئبة للتغير الشامل.. مجلس الأمة

الرئيس تبون يجنح إلى سياسة اليد الممدودة والأذن الصاغية

أشاد مكتب مجلس الأمة الموسع لرؤساء المجموعات البرلمانية والمراقب البرلمانية، الأحد في بيان له، باليد الممدودة من قبل رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، تجاه المتعاملين الإقتصاديين والشركاء الاجتماعيين.

ونوه مكتب المجلس، المنعقد برئاسة صالح قوجيل، بـ"جنوح رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، إلى سياسة اليد الممدودة والأذن الصاغية إلى المتعاملين الإقتصاديين والشركاء الاجتماعيين"، مما يؤكد بأن الجزائر الجديدة "خاضعة لمقاربات براغماتية باعثة على الطمأنينة في نفوس المتعاملين الإقتصاديين والخلاقين للثروة ومناصب الشغل".



مستوى تاريخي جديد لليورو في السوق الموازية

عروض نهاية السنة للسيارات المستعملة تلهب العملة الصعبة

بلغ سعر صرف العملة الصعبة في السوق الموازية، وخصوصا اليورو، مستوى تاريخيا جديدا عند عتبة 236 دينار لكل واحد يورو، وسط عمليات شراء واسعة خصوصا من طرف تجار ومواطنين لجلب السيارات المستعملة أقل من 3 سنوات من الخارج، تزامنا وعروض تخفيضات نهاية السنة بأوروبا ودول من الشرق الأوسط.

RECETTES PUBLIQUES PAR RAPPORT AU PIB

L'Algérie a le plus haut ratio en Afrique

C'est une très intéressante comparaison à laquelle a procédé l'édition africaine du site spécialisé en questions économiques, Business insider. Une étude menée sur la base de données du FMI qui a permis l'établissement d'une comparaison standardisée entre différents pays et économies. Au final, l'étude conclut que l'Algérie dispose des recettes publiques en pourcentage du PIB les plus élevées d'Afrique.

C'est au moment même où est annoncée la hausse des recettes de l'Etat à 6.261 milliards DA jusqu'à la fin août dernier, soit une hausse de 210 milliards DA par rapport aux recettes enregistrées durant la même période en 2022, estimées à 6.050 milliards DA. Des recettes issues en grande partie de la fiscalité pétrolière dont le montant a atteint 3.292 milliards, en hausse de 86 milliards DA comparée à la même période en 2022, alors que les recettes hors fiscalité pétrolière ont atteint 2.962 milliards DA, en augmentation de 124 milliards DA), en plus d'autres diverses sources de

tage du PIB qui atteignent 33,7%, l'Algérie trône en tête du classement africain suivie respectivement par le Maroc (27,8%) et le Mozambique (27%) sur le podium. Viennent ensuite le Tchad 27,3 l'Afrique du Sud (26,8%), le Congo (26,6%), le Rwanda (22,8%), l'Angola (22,2%), le Sénégal (21,4%) et le Mali (21,3%). La liste des pays de l'Afrique selon leurs recettes publiques a été publiée dans un rapport du FMI intitulé «Fiscal Monitor Climate Crossroads : Fiscal Countries in a Warming World».

Azedine Maktour



recettes.

Pour expliquer pourquoi son étude est "utile", le site Business Insider Africa met en avant le fait que le ratio recettes publiques par rapport au PIB donne un aperçu de la taille et de l'efficacité des activités budgétaires du gouvernement par rapport à l'activité économique globale d'un État. Il constitue également un indicateur important utilisé pour évaluer la santé budgétaire d'un pays. Pour les besoins de son étude, le site spécialisé a donc puisé à partir du FMI qui «dispose d'une base de données couvrant les recettes publiques en tant que produit du pourcentage du PIB de chaque pays, classant chacun dans trois groupes financiers: 41 économies avancées, 95 économies de marché émergentes et à revenu intermédiaire et 59 pays en développement à faible revenu», explique encore Business Insider Africa.

Le gouvernement algérien dispose des recettes publiques en pourcentage du PIB les plus élevées d'Afrique, selon Business Insider Africa. Avec des recettes publiques en pourcen-

OUVERTURE DU CAPITAL DES BANQUES PUBLIQUES

Donner un nouveau souffle au marché financier

L'OUVERTURE DU CAPITAL DES BANQUES PUBLIQUES EST IMMINENTE. ELLE INTERVIENDRA, SELON LES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Abdelmajid Tebboune, à la fin de cette année ou au plus tard au début de 2024. Sur les six banques publiques de la place financière, deux sont pour le moment concernées par cette procédure.

Il s'agit du Crédit populaire d'Algérie (CPA) et de la Banque de développement local (BDL). Sur le plan procédural, ces deux banques devront remettre leur dossier à la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob). Son président, Youcef Bouzenada, a expliqué que les banques concernées «devront établir une notice d'information conforme à la réglementation de la Cosob, qui doit être accompagnée d'un dossier d'admission à déposer à la Cosob pour étude et examen afin qu'elles puissent avoir les visas nécessaires pour le démarrage de l'opération». Selon notre interlocuteur, les banques n'ont pas encore transmis leur dossier, mais, précise-t-il, l'opération est en cours. Aussi, les banques devront préalablement établir leur rapport d'évaluation et ensuite convoquer leur assemblée générale, laquelle devra valider l'introduction en Bourse et le pourcentage du capital à ouvrir. Suite à quoi, elles déposeront la notice d'information au niveau de la Cosob.

«Notre rôle est d'examiner la notice d'information qui doit comporter plusieurs chapitres et d'octroyer le visa après vérification que toutes les conditions sont respectées», a-t-il dit, soulignant que les banques doivent répondre aux exigences d'admission, entre le capital minimum de 500 millions de dinars, la condition d'ouverture du capital, 20% au minimum, trois exercices de bilan dont un devra être bénéficiaire. Le président de la République a fixé un délai. C'est aux banques d'accélérer le processus et de déposer leur



demande d'admission au niveau de la Cosob. Bouzenada a expliqué que la Cosob a un délai de deux mois pour traiter la demande. «Nous pouvons faire vite», a-t-il indiqué, précisant que la Commission a déjà travaillé, en 2021, avec les banques concernées sur le projet d'une note d'information pour leur faciliter la procédure de son établissement et éviter ainsi toute mesure de réserve qui pourrait entraîner un refus.

Le seuil de 30% est considéré «comme un premier pas», et il n'est pas des moindres, a-t-il dit, surtout si l'on tient compte, par exemple, de la capitalisation boursière du CPA qui est grande. Au-delà de ces seuils, le marché risque ne pas absorber le montant. Les opérateurs privés sont appelés à investir dans ce créneau, soulignant que les ménages peuvent ne pas pouvoir souscrire la totalité de ce montant. D'où l'appel du chef de l'Etat au secteur privé d'investir le marché financier, l'occasion des Journées de l'entrepreneuriat. D'après le re-

mier responsable de la Cosob, si cette opération est sanctionnée de réussite, le taux d'ouverture du capital peut être révisé à n'importe quel moment. Pour ce qui est des prix des titres, Bouzenada a expliqué qu'ils sont fixés par les banques en fonction des rapports d'évaluation.

SORTIR LA BOURSE DE SA LÉTHARGIE

Pour ce qui est de son apport sur le plan économique, des experts estiment que cette démarche est capitale. Pour l'expert en finances M'hamed Hamidouche, l'ouverture du capital des banques apportera «un nouveau souffle au secteur financier», d'autant que la finalité est de dynamiser le secteur boursier qui peine à rendre son envol. «L'implication de nouveaux acteurs dans l'écosystème financier public apportera une modernisation du secteur et un nouveau mode de gouvernance. Elle permettra également d'attirer davantage d'IDE. C'est une opération qui s'inscrit dans le

cadre de l'amélioration du climat des affaires», a-t-il dit, soulignant que les niveaux fixés pour l'ouverture de capital à hauteur de 30% restent raisonnables dans cette phase de démarrage. Il est judicieux, a-t-il dit, de procéder par étape et d'évaluer l'opération et en fonction des résultats, des ajustements peuvent être apportés. L'expert a fait savoir que des opérations d'audit ont été réalisées au niveau des deux banques précitées.

«Cet audit va déterminer la valeur des actions, les conditions d'ouverture, les bilans réels...», a-t-il préconisé. Evoquant les risques, il a fait observer que cette opération peut ne pas réussir, eu égard à la réticence des investisseurs par rapport au marché financier. «Les particuliers appréhendent ce marché par crainte de tomber dans l'usure.» Le second risque, c'est la hausse des prix des services bancaires, avec l'introduction du privé. Pour sa part, le fondateur de Finabi Conseil, Chabane Assad, a indiqué que pour que cette opération révolutionne le management de la banque, il est nécessaire de relever le niveau d'ouverture du capital. «Sur le plan gouvernance, il n'y aura pas d'impact significatif parce que le capital est toujours détenu par l'actionnaire public. Au niveau du conseil d'administration, il y aura toujours la même structure. Le management ne va pas être bouleversé par l'ouverture du capital, sauf si sur les 30%, une partie importante va être tendue à un actionnaire privé principal. Là, ce dernier pourrait nommer ses administrateurs», a-t-il affirmé, soulignant toutefois que cette démarche revêt une importance capitale pour la dynamisation de la Bourse d'Alger. Elle va permettre aussi d'instaurer la transparence sur les états financiers de ces deux banques mises en bourse et leur rapport de gestion va être publié, a-t-il ajouté. Il a rappelé les expériences du passé, avec l'ouverture du capital de Saida et de l'hôtel El Aurassi qui ont permis à l'activité boursière de démarrer. «La Bourse va avoir un capital boursier plus important et il y aura plus d'ordres d'achat et de vente qui vont alimenter le marché. Les banques verront, avec l'introduction de nouveaux actionnaires, leur capital revu à la hausse, et ceci leur permettra de se moderniser et de financer davantage l'économie.»

■ Wassila Ould Hamouda

سجل انتعاشا يعد الأعلى مستوى له منذ 2012

2300 مليار دينار في صندوق ضبط الإيرادات

من بين المؤشرات الملحوظة في مجال الاقتصاد الكلي الجزائري، تسجيل انتعاش صندوق ضبط الإيرادات الذي سجل ناتجا إيجابيا غير مسبوق منذ نحو عشرية، حيث بلغ أعلى مستوى له نهاية سنة 2022، حسب تقديرات بنك الجزائر، وقدر ناتج صندوق ضبط الإيرادات بـ 2295,8 مليار دينار جزائري، أو ما يعادل 17.18 مليار دولار، وهو أعلى مستوى يشهده صندوق ضبط الإيرادات منذ 2012.

حفيظ صوالي

● استنادا إلى تقديرات بنك الجزائر، فإن ناتج صندوق ضبط الإيرادات بلغ، نهاية 2022، ما قيمته 2295,8 مليار دينار، أو ما يعادل 17.18 مليار دولار، ما يتيح هامشا معتبرا لتغطية فارق العجز التقديري، وسجل ناتج الصندوق ارتفاعا محسوسا ما بين 2021 و2022، حيث كان ناتج الصندوق يقدر بنحو 682,104 مليار دينار جزائري، أي بفارق قدر بنحو 1613,696 مليار دينار جزائري، أو ما يعادل 12.08 مليار دولار.

وتجدر الإشارة إلى أن بنك الجزائر قدر ناتج الصندوق مع نهاية سبتمبر 2022، بنحو 698,1 مليار دينار جزائري أو ما يعادل 5.2 مليار دولار أمريكي، وقد تم تمويل الصندوق بفضل الفوائض المسجلة برسم الجباية البترولية المقررة في قانون المالية 2022، مع ترشيح متوسط سعر للنفط يفوق السعر المرجعي (الجباية) المقدر بـ 60 دولارا في قانون المالية 2023، بأكثر من 13 دولارا في البرميل على الأقل، إذ قدر متوسط سعر النفط الجزائري خام مزيج الصحراء بـ 83.97 دولار للبرميل، أن



تطور ناتج صندوق ضبط الإيرادات

السنوات	صندوق ضبط الإيرادات (تدفق) مليار دينار
2010	1318,310
2011	2300,320
2012	2535,309
2013	2062,231
2014	1810,320
2015	552,192
2016	98,550
2017	00,0
2018	437,412
2019	00,0
2020	526,854
2021	682,104
2022	2295,8

ونحو 698.1 مليار دينار نهاية 2022، مع توقع بلوغ أعلى مستوى مع نهاية 2023 مقارنة بالسنوات الماضية، خاصة أن سنة 2023 عرفت أيضا مستوى مرتفعا للإيرادات، نتيجة الارتفاع النسبي لأسعار النفط، وإن كان أقل من متوسط سعر النفط الجزائري المقدر برسم 2022، والذي فاق، حسب تقدير بنك الجزائر، عتبة 103 دولار للبرميل.

يضمن انتعاش الصندوق برسم عام 2023 أيضا. وقد كان ناتج الصندوق قد بلغ سنة 2017 مستوى الصفر، قبل أن يستعيد الناتج إيرادا إيجابيا بمستوى يقدر بـ 437.4 مليار دينار في 2018، ثم يعود إلى مستوى الصفر في 2019، حسب تقديرات بنك الجزائر، ومع سنة 2020، يلاحظ استعادة صندوق ضبط الإيرادات لناتج إيجابي، حيث بلغ 526.9 مليار دينار في 2020 و681.1 مليار دينار في 2021

الخبير الاقتصادي والمالي عبد القادر بريش لـ "الخبر" "فتح رأسمال البنوك العمومية ينعش البورصة ويوسع خيارات التمويل"



عبد القادر بريش

يستدعي، حسب، إعادة النظر من خلال عملية فتح رأسمال البنوك العمومية قبل نهاية السنة الحالية، وبعدها مؤسسات عمومية وخاصة أخرى تعتبر خطوة نحو التوجه التدريجي إلى انتعاش التمويل عن طريق السوق المالي، وتصيح المؤسسات الاقتصادية أمام عدّة خيارات وبدائل لتمويل عملياتها الاستثمارية والتوسعية.

وحسب الخبير عبد القادر بريش، فإن إعادة بعث عمليات التمويل عن طريق السوق المالي وإدراج أسهمها للتداول في البورصة من شأنه تطوير أدوات الهندسة المالية والابتكارات المالية ووجود بنية تحتية تشريعية وتنظيمية، ودخول فاعلين جدد في السوق المالي، خاصة بنوك الاستثمار وصناديق للاستثمار وعمليات الصيرفة الإسلامية، وفي المستقبل تطوير أدوات الصكوك المالية الإسلامية التي تفتح المجال لبروز سوق رؤوس الأموال متعدّد البدائل والإمكانات المالية، خاصة أن "الاقتصاد الجزائري يعرف مفارقة عجيبة، وهي أن 85 في المائة من النسيج الاقتصادي الجزائري يتكوّن من القطاع الخاص، بينما التمويل يعتمد على البنوك العمومية بنسبة 85 في المائة".

وأكد بريش على ضرورة الخروج من هذه المفارقة عبر فتح المجال أمام الرأسمال الوطني وحتى الأجنبي الدخول إلى مجال الاستثمار في القطاع المالي والمصرفي، وإنشاء بنوك خاصة برأسمال وطني خالص أو مختلط أو أجنبي، لاسيما أنه أضف أن القانون النقدي والمصرفي وكذلك قانون الاستثمار يمنحان عدة فرص وتحفيزات وضمائنات للاستثمار في البنوك والمؤسسات المالية.

سعيد بشار

قال الخبير الاقتصادي والمالي، عبد القادر بريش، إن فتح رأسمال بنكين عموميين هو أحد التزامات الحكومة في مخطط عملها الذي صادق عليه البرلمان بغرفتيه، وكان من المتوقع تنفيذ هذه العملية خلال سنة 2022 ولكنها تأخرت إلى غاية نهاية سنة 2023.

وأشار المتحدث، في تصريح لـ "الخبر"، إلى أنه من بين الأهداف الأساسية إعادة بعث وتنشيط البورصة في الجزائر، لأن وجود سهمين متداولين في البورصة ويعودان لمؤسستين تتميزان بقوة وبصحة مالية من شأنه جذب وجلب الأتخار إلى السوق المالي وتحديدًا إلى السوق الثانوي المتمثلة في البورصة، بالإضافة إلى إنعاش طلب التداول في البورصة، على الرغم من أنه أضف أن عدد الأسهم يبقى قليلا، كونه لا يتيح لتشكيل محافظ مالية ونشاط أكبر للمتدخلين في البورصة، خاصة المستشارين الماليين والوسطاء. وذكر الخبير الاقتصادي، موازاة مع هذا، أن عملية فتح رأسمال هذين البنكين وطرح أسهمها عن طريق البورصة هي عملية تتطلب تحضير ملف تقني، يتطلب جوانب محاسبية ومالية، ويعد أخذ تأشيرة وموافقة لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة "كوسوب"، ليتم على إثر هذا تحديد مبلغ مكافئ لنسبة 30 في المائة من رأسمال، وذلك في حالة اختيار التوجه إلى الاكتتاب في البورصة.

ودعا المتحدث، في المقابل، إلى توسيع العملية من خلال فتح رأسمال بنوك عمومية أخرى في المستقبل وكذلك مؤسسات اقتصادية عمومية، وفي مقدمتها المؤسسات العمومية القوية، على غرار سوناطراك وسونالغاز وكوسيدار، وعلم ما ذهب إليه بقوله: "كلما أدرجت أسهم بنوك ومؤسسات قوية في البورصة كلما انتعشت عملياتها، لتصبح البورصة رافدا من روافد تعبئة الأتخار وتنويع مصادر تمويل الاقتصاد".

وفي السياق ذاته، أشار الخبير إلى أن نمط التمويل المهيمن حاليا في الاقتصاد الوطني هو ما يعرف بالتمويل عن طريق المديونية والتمويل المصرفي، بينما يبقى التمويل عن طريق السوق المالي وعن طريق البورصة جد ضعيف، الأمر الذي

بعد إعلان رئيس الجمهورية فتح رأسمال بنكين عموميين .. مبتول:

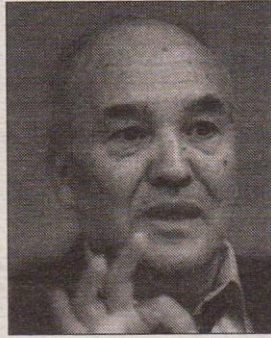
إنجاح "خوصصة البنوك" يتطلب مواجهة عوامل مقاومة التغيير

والتقييمات وإعلانات المعطاءات والتحويل إلى مجلس مساهمات الدولة ثم إلى مجلس الوزراء، الأمر الذي قد يؤدي إلى "تثبيط عزيمته أي متعامل اقتصادي"، من باب أن "الوقت هو المال" كما يقال.

ولضمان تنفيذ عمليات فتح رأسمال البنوك العمومية بشكل صحيح، أشار إلى ضرورة تحليل تأثيرات اتفاقية الشراكة مع الاتحاد الأوروبي على المؤسسات، والتي يجب أن تستجيب من حيث التكاليف والجودة للمنافسة الدولية.

وفيما يتعلق بعملية الخصخصة الجزئية عبر بورصة الجزائر، قال مبتول إن نجاحها يتطلب توفير سوق للأوراق المالية في إطار نظام إنتاجي تنافسي فعال، بعيدا عن أي احتكار سواء كان عاما أو خاصا، كما أكد على ضرورة قيام البورصة على نظام مصرفي متجدد.

وتحدث الخبير الاقتصادي أيضا عن الحاجة الملحة إلى إدماج السوق غير الرسمية ووجود حسابات شفافة وآنية على أساس المحاسبة التحليلية وليس الحسابات الموحدة عبر حسابات التحويل. ولجذب المستثمرين الوطنيين والدوليين على حد سواء، شدد على أهمية الاستقرار النقدي وتسوية الديون المشكوك في تحصيلها.



أساما لنجاح الانفتاح الجزئي لرأس المال أو الخصخصة الكاملة.

كما طرح مشكلة عدم وجود سندات ملكية موثوقة والتي بدونها لا يمكن نقل الملكية، وتحدث أيضا عن إشكالية منظومة المحاسبة غير الواضحة في بعض المؤسسات العمومية والبنوك ولاسيما المحاسبة التحليلية التي قال إنها حاليا تحتاج إلى التكيف مع المعايير الدولية، وهو ما يجعل عملية التقييمات صعبة، ومن هنا، دعا إلى إصلاح المنظومة البنكية بما يسمح بتطبيق الشفافية على عمليات الخصخصة كشرط أساسي للحفاظ على استقرار المؤسسات وعمالها.

من جهة أخرى، حذر الخبير من "التأخر الطويل" و"التداخل بين الهيئات المؤسسة المختلفة"، بين لحظة اختيار الشركة

أكد الخبير الاقتصادي عبد الرحمان مبتول على ضرورة الانتباه إلى المعوقات التي قد تقف في وجه فتح رأسمال البنوك العمومية، مشيرا إلى أهمية معالجتها لإنجاح العملية التي شدد عليها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون خلال إشرافه على اختتام أسبوع المقاولاتية.

ح. حنان

اعتبر مبتول أن إزالة احتكار الدولة على بعض المؤسسات العمومية بشكل كامل أو جزئي، هو قرار سياسي بامتياز يمكنه أن يصطدم بظاهرة "مقاومة التغيير" من قبل الباحثين عن "الريع"، ملحا في مساهمة بعنوان "شروط فتح رأسمال البنوك والمؤسسات العمومية" على ضرورة إزالة بعض القيود لتجنب انعدام ثقة المستثمرين الجادين، وأولها الفساد الذي يزيد تكلفة المشاريع بين 20 و30 من المائة، ويبعد المستثمرين الحقيقيين، فضلا عن عدم الاستقرار القانوني الدائم، ورقمنة القطاع المالي مع وضع حد للبيروقراطية المركزية والمحلية.

وأوضح الخبير أن مقاومة التغيير تقودها أطراف تهدف إلى حماية "السلطة البيروقراطية"، وفقا لوصفه، وأن مكافحتها يعد



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger